

MELANGES BELLETTREUX

POLITIQUES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XII.

Montreal, Mardi, 26 Juin 1849.

No. 82.

NOUVELLES D'EUROPE.

PROJET DE MONSIEUR DE LESSEPS.—En conséquence de la suspension réciproque de toute hostilité entre l'armée française et la ville de Rome, M. le général de division Oudinot de Reggio, commandant en chef le corps expéditionnaire français de la Méditerranée, et M. Ferdinand de Lesseps, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République Française, en mission à Rome, d'une part, et les membres de la commission de l'Assemblée constituante romaine d'autre part, etc.

Propositions annexées à la note du 19 mai 1849, remise par M. de Lesseps, ministre plénipotentiaire de France en mission, à MM. les membres de la députation de l'Assemblée nationale de Rome. Art. 1er. Les États romains réclament la protection fraternelle de la République française.—Art. 2. Les populations romaines ont le droit de se prononcer librement sur la forme de leur gouvernement.—Art. 3. Rome accueillera l'armée française comme une armée de frères; le service militaire de la ville se fera conjointement avec les troupes romaines, et les autorités civiles et militaires romaines fonctionneront suivant leurs attributions légales.

FERD. DE LESSEPS.

Le *Moniteur romain* fait précéder ces pièces de la décision de la Constituante qui repousse les propositions et les fait suivre d'une longue lettre à M. de Lesseps, pour lui prouver que la révolution romaine est la plus sainte, la plus légitime, la plus populaire, etc., qu'on puisse imaginer. Plus bas, le même journal consacre un article à commenter la décision de l'Assemblée romaine et à prouver qu'elle ne pouvait pas faire autrement. La feuille officielle ajoute que Rome est prêt à en subir les conséquences, mais que du reste, ces conséquences ne peuvent pas être fâcheuses. Que le gouvernement français, éclairé par les rapports de son envoyé, ne peut manquer de reconnaître la République romaine, etc., etc.—Un autre organe de la démagogie romaine, la *Speranza* du 21, assure que le triumvirat traité avec M. de Lesseps.—La correspondance du journal de Florence le *Statuto* confirme l'assertion de la *Speranza*:

«Le général Oudinot fait ses dispositions pour attaquer Rome; il a 22,000 hommes, avec beaucoup d'artillerie, et un pont de bateaux au moyen duquel il pourra à volonté passer d'un côté à l'autre du Tibre. Une les conditions proposées par M. de Lesseps, et dont aucun journal de Rome n'a parlé, était celle-ci: *Départ immédiat de Rome de tous les étrangers*. Les Français ont rétabli leur pont sur le Tibre à Saint-Paul et une partie de leurs troupes est déjà sur la rive gauche. Il n'y a en ce moment à Rome que 5,000 hommes de troupes. On croit que la colonne Garibaldi rentrera sous deux jours.»

—Le *Nouveliste de Marseille* contient la lettre suivante de son correspondant de l'armée d'Italie:

«Au camp de Vila Santassi, le 19 mai 1849.

Monsieur le Rédacteur.— Depuis la lettre que j'ai en l'honneur de vous écrire, à la date du 13 courant, les événements ont marché avec rapidité. Toute la portion de la ville de Rome qui s'étend sur la rive droite du Tibre est cernée par l'armée française, les communications sont interrompues entre la ville et les campagnes sur les lignes de Florence, Civita-Vecchia et Fiumicino. L'armée napolitaine nous reconnaissant le droit d'intervenir avant tout autre puissance dans la question de liberté romaine, vient de faire un mouvement rétrograde pour nous donner toutes facilités pour nous établir sur la rive gauche du fleuve sans entrer en relation avec elle. L'armée française occupe la hauteur à trois kilomètres de la ville, qui chaque jour voit l'horizon s'éclaircir des feux de nos bivouacs. Cependant, si déjà tout est préparé pour les éventualités d'un siège, si déjà tout est prêt pour pénétrer à couvert dans l'enceinte de la place, la diplomatie n'en continue pas moins à prendre une part active à nos opérations. M. de Lesseps, envoyé extraordinaire de la République Française, est à Rome depuis trois jours; il a pour mission spéciale de faire comprendre au gouvernement qui pèse sur la cité que la France entrera dans Rome au jour et à l'heure où elle le jugera convenable; que tout est prêt pour délivrer la ville sainte du joug qui lui est imposé par les aventuriers de tous pays qui sont venus chercher un refuge dans ses murs. Toutes les mesures sont prises pour assurer un succès prochain à l'expédition. D'un autre côté, le gouvernement français, voulant encore accroître son ascendant dans l'Italie centrale et rendre son intervention dans les affaires de la République romaine plus imposante et plus efficace, vient de donner à l'armée expéditionnaire de la Méditerranée une extension nouvelle: l'organisation de l'artillerie et du génie, ces armes que l'on appelle accessoires et sans lesquelles il n'y a pas d'opération de guerre possible ni profitable, vient d'être considérablement accrues. Des officiers généraux viennent prendre la direction de ces services.»

—On écrit de Toulon:

«Le bâtiment à vapeur le *Narval*, venant de Civita-Vecchia, d'où il est parti le 23, a jeté l'ancre sur notre rade, avec des dépêches pressées pour le Gouvernement. Au départ du *Narval*, on savait à Civita-Vecchia que le gouvernement romain avait rejeté l'ultimatum présenté par M. de Lesseps au nom du gouvernement de la République Française. La France demandait l'occupation immédiate de Rome par ses troupes, la dissolution de la constituante, le désarmement et le renvoi des réfugiés lombards, toscans, piémontais et napolitains qui se trouvent en ce moment dans la capitale de la chrétienté, etc. Un secrétaire d'ambassade, porteur de la réponse du gouvernement de la République romaine aux propositions de M. de Lesseps est arrivé

par le *Narval*, et s'est mis aussitôt en route pour Paris. Nos troupes étaient campées tout près de Rome, et l'armistice expirait le 25; mais on pense que la suspension d'armes sera renouvelée. On attendra de nouvelles instructions de Paris pour agir.—Le colonel du 22e léger, faisant partie du corps expéditionnaire, a succombé à une attaque d'apoplexie.—Il paraît que le général Oudinot a envoyé un courrier au général autrichien d'Aspre pour l'inviter à ne pas se porter plus avant dans la direction de Rome. Ce général était en marche à la tête de 12 à 15,000 hommes, et quelques étapes le séparaient à peine de la capitale du monde chrétien. Il n'était plus question des napolitains, qui doivent être toujours retranchés dans leur camp.»

Vous décrire la situation de Rome serait chose impossible. C'est Paris en 93. La population honnête est sous le coup d'une terreur incroyable. Le gouvernement est complètement débordé par la cavalerie armée qui pille, rançonne, fusille, massacre, jette au Tibre. Les rues sont hérissées de barricades et sillonnées par des bandes effroyables dont l'aspect seul fait trembler. Les portes sont fermées et s'ouvrent rarement pour laisser sortir quelque malheureux fuyant cette ville maudite que la main de Dieu tient sous son châtiement.

On écrit de Rome à l'*Abeille de la Vienne*: Toutes les routes sont barricadées; Ponte-Moll n'existe plus; Villa-Borghese, amoitié dévastée; une quantité de villas démolies; le Prætor converti en camp de fortifications; enfin, toutes les portes fortifiées au dehors de manière à rendre impossibles l'entrée des troupes étrangères. Il vient de paraître un manifeste de Rossi, ministre des affaires étrangères, ex-préfet comblé de honneur par Pie IX. Ce renégat déclare que si l'Europe renverse la République romaine pour rétablir le Pape, le peuple romain cessera d'être catholique... et en même temps on expose le Saint-Sacrement dans toutes les églises pour implorer le secours du Christ.—Trois hommes qui dominent Rome sont: Mazzini, Avezzana, Garibaldi. Le premier n'est pas seulement un artisan de conspiration depuis vingt ans, il est aussi un voleur, car il avait volé, en 1832, la caisse d'une ville de France. Avezzana, chef de l'inurrection génoise, aurait lâché les forçats de cette ville pour se mettre à leur tête s'il n'avait pas été empêché par les consuls étrangers. Garibaldi a voulu faire sauter le théâtre de Turin pour tuer le roi, et a ordonné le massacre des prisonniers qu'il a faits dans la campagne de Lombardie.—Voilà les alliés et les héros de la démagogie française!

PIE IX.—Tous les catholiques de France avaient accueilli avec un enthousiasme inspiré par la foi, l'espérance de recevoir prochainement l'auguste visite et les bénédictions de S. S. le pape Pie IX. L'illustre exilé de Gaète ne se dissimule pas les difficultés que la politique récente est venue jeter à la traversée de ses paternelles et bien touchantes intentions pour notre chère France. Dans un bref que le Saint-Père vient d'adresser au vénérable évêque de Grenoble, on remarque en effet le passage suivant:

«Quant à notre ardent désir de visiter la France, il ne nous a point quitté; mais, nous le disons à regret, dans tout ce qui se passe, nous ne voyons encore rien qui puisse nous permettre de l'accomplir. Nous vous remercions, vénérable frère, de votre sollicitude empreinte à notre égard. Recevez, pour gage de notre sincère gratitude, et comme un présage de tous les dons célestes, la bénédiction apostolique. Nous l'accordons affectueusement et du fond du cœur à vous, à tout le clergé et au peuple fidèle de votre église de Grenoble.—Donné à Gaète, le 25 avril de l'année 1849, la troisième de notre pontificat.

«Le Pape Pie IX.»

Puisse donc le succès de nos armes et l'intervention franchement catholique de notre politique à Rome, permettre au chef auguste de l'Église cette marque de prédilection que son cœur magnanime réserve aux fidèles de ce pays justement réputé irès-chrétien!

LETRE DE PIE IX.—Mgr. l'archevêque de Paris, envoyant au St. Père le produit de la collecte du *Dentier de Saint-Pierre*, avait dans une lettre particulière exprimé au Souverain Pontife l'hommage du plus profond respect, et les vœux de tous les fidèles diocésains pour l'auguste prosélyte de Gaète. Pie IX vient d'adresser en réponse à M. Sibour le bref suivant, que nous nous empressons de reproduire comme un témoignage de la vive satisfaction qu'il éprouve le St. Père, et des sentiments de gratitude que sa grande âme ressent pour la France, et en particulier pour Mgr. l'archevêque et le diocèse de Paris.

«Vénérable frère, salut et bénédiction apostolique. Nous avons reçu votre lettre du 21 mars dernier, dans laquelle vous nous donnez un nouveau témoignage de votre amour, de votre foi et de votre dévouement envers notre personne et envers le Siège apostolique. Car bien qu'il nous en coûte infiniment de permettre que quelqu'un s'impose pour nous même les plus légers sacrifices, l'offrande des sommes recueillies parmi vous, et dont votre lettre précitée nous annonce l'envoi, nous fait une juste obligation de vous rendre les actions de grâce qui vous sont dues. Nous n'avons pu voir en effet, sans un attendrissement mêlé de larmes, sans nous y arrêter longtemps et avec une grande joie, la filiale émulation de dévotion et de zèle qui a éclaté de toutes parts, en France, à la nouvelle des douloureuses épreuves auxquelles la Providence nous a soumis. Qui notre cœur a été profondément touché du vif et religieux empressement avec lequel, par votre impulsion et à la suite de leurs curés, des dames respectables et une jeunesse d'élite se sont mis à recueillir pour nous l'argent des riches et l'obole des pauvres. En conséquence, nous vous donnons, vénérable frère, à vous et à eux, les plus grands éloges pour avoir bien voulu profiter de cette occasion d'exprimer et de stimuler le plus possible la piété des fidèles à l'égard du vicarioire de Jésus-Christ. Nous leur exprimons aussi à tous la plus vive reconnaissance, et nous leur en offrons un gage dans la bénédiction apostolique que nous puisons au fond

de notre cœur, et que nous accordons, dans toute l'effusion de notre amour, en l'accompagnant du vœu de toutes sortes de prospérités, à vous, vénérable frère, à tout le clergé de l'église de Paris à tous les fidèles laïques, ainsi qu'à la pieuse duchesse dont vous nous parlez dans votre lettre.—Donné à Gaète, le 19 du mois d'avril de l'an 1849, troisième année du Pontificat.

PIE IX. Pape.

ITALIE.—Par une singulière coïncidence avec les allées et venues diplomatiques, les troupes françaises opérèrent un mouvement de concentration autour de Rome. La division, arrivée récemment à Civita-Vecchia, avait occupé les hauteurs qui avoisinent la ville éternelle; et tout semblait indiquer que l'intention des Français était plus que jamais d'y entrer, «de bon gré, si c'est possible; par force, s'il le faut.» Que se prépare-t-il donc? Et les négociations n'auraient-elles en pour but que de laisser à l'armée française le temps de recevoir tous les renforts dont elle a besoin pour agir. Les troupes romaines ont poursuivi avec la plus grande vivacité l'armée napolitaine. La retraite de celle-ci a été précédée d'une protestation du roi de Naples contre les actes et les menées de l'envoyé français à Rome. C'est même à cette protestation qu'on attribue le voyage de M. d'Harcourt. Une lettre de Naples du 24 annonce, d'un autre côté, que le roi est rentré dans ces États avec toute son armée, et que c'est à la requête du gouvernement français que l'évacuation a eu lieu. Le même gouvernement au fait, dit-on, adressé aux Autrichiens l'injonction de ne point approcher de Rome; on ne savait pas encore comment avait été reçue cette requête; mais, craignant sans doute qu'elle n'eût que peu d'effet, Garibaldi était allé occuper Rimini, et comptait bien disputer vigoureusement aux Autrichiens le passage de la Catolica.—La contribution que le général d'Aspre avait frappée sur la ville de Livorno, a été, sur la requête du grand duc de Toscane, réduite à 1,200,000 livres.—Malgré leur héroïsme, les défenseurs de Malghera n'ont pas pu tenir longtemps; les Autrichiens firent bombarder le fort pendant toute la journée du 26 mai; et le 27, la garnison a été obligée de l'abandonner; elle s'est retirée à Venise, et les Autrichiens ont occupé Malghera.

FRANCE.—On assure qu'une note diplomatique est arrivée de Londres au gouvernement. Cette note a pour but de prévenir le pouvoir que l'Angleterre marche d'accord avec elle dans la question hongroise.

LES SERGENTS.—MM. Boivent et Rattier ne sont pas les seuls sous-officiers qui soient entrés à l'Assemblée législative. Il en est un troisième, c'est M. Commissaire, sergent de chasseurs, qui a obtenu une double élection: la première dans le Rhône, la seconde dans la Bas-Rhin. Il a du reste obtenu pour ce dernier département, attendu, dit-il, qu'il y avait des démocrates socialistes sans espoir de succès dans une réélection. Afin de régulariser la position de ces trois sergents, le ministre de la guerre vient de leur accorder un congé de trois ans, terme de la durée de leur mandat comme représentants.

PEINTURE EN FRANCE.—M. de Rhoiz vient de faire une découverte qui intéresse l'hygiène publique; c'est une peinture qui, appliquée sur les murs les plus humides et les plus salpêtres, en rend la surface ferme et sèche. Des essais nombreux, faits dans les casernes et caves des forts, ont donné des résultats tels, que M. le ministre de la guerre en a ordonné l'application en grand dans plusieurs bâtiments militaires.

JOURNAUX NOUVEAUX A PARIS.—Voici le titre de quelques feuilles nouvellement écloses, et qui ne se vendent pas isolément, mais par paquet, et le tout pour un sou: «les trahisons de Ledru-Rollin, les Conspires à Paris, le Ponce-Caillon démocratique, le Troubadour social, la Paille de fer, les Crimes de la rue de Poitiers, l'Éclair des Artistes, le Salut enflammé, Braise et Charbon, le Tournevis électoral, le Crucifix de la Montagne, Haute-Jà les Blancs, la Marmite de Lucifer, le Pot-aux-roses socialiste, Paris s'embête, et la Guillotine (imprimée en rouge). De quoi vous plaignez-vous? Ce dernier est de M. Eug. Sue.

CANDIDATS.—Les membres du parti de la résistance se sont réunis avant-hier au soir, à neuf heures, dans le palais du conseil d'État. Trois cent quatre-vingt membres assistaient à cette réunion. Il s'agissait d'entendre le rapport de la commission choisie la veille pour présenter des candidats à la présidence et aux vice-présidences de l'Assemblée législative. Sur trois candidats présentés par la commission, M. Dupin, aie, a réuni la majorité des suffrages pour la présidence. MM. le général Bedeau, Denis Benoît, Desèze, Baroche, Jules de Lamoignon et Daru ont été choisis pour candidats à la vice-présidence. De leur côté les représentants de la montagne ont dès le 23 au soir arrêté la liste des candidats qu'ils présenteront pour la formation du bureau définitif de l'Assemblée. Le vice-Président: Ledru-Rollin.—Vice-présidents: Lamennais, Félix, Pray, Mathieu (de la Drôme), Deville, Beaupré, Béchot.—Secrétaires: Gambon, Berthoin, Peltier, Nauid, Jules Leroux, Commissaire.—Questeur: Brives, Dufresse, Rattier.

UN MORT.—On annonce que le gouvernement vient de recevoir la bien triste nouvelle de la mort de Mgr. l'évêque de Poitiers. Ce digne et excellent prélat aurait succombé, le 7 mai, à une attaque d'apoplexie, dans le presbytère de Notre-Dame-de-Niort. Mgr. Joseph-André Guittou était né à Aix le 19 octobre 1797. Il fut longtemps grand-vicaire de Mgr. Gargnon, évêque d'Angoulême; il sut, quoique très jeune, faire goûter dans ce diocèse toute l'aménité de son caractère et de ses vertus éminentes. Nommé à l'évêché de Poitiers le 22 février 1842. Mgr. Guittou fut sacré à Paris le 29 juin suivant. Cet aimable et vertueux prélat n'avait point voulu se séparer de ses chers diocésains lorsqu'on le pressait dernièrement d'accepter l'archevêché d'Avignon.

HONGRIE.—Les Hongrois, dit-on, sont décidés à raser les fortifications de Bude. La prise de cette ville a valu vingt mille mousquets aux vainqueurs; ce sont de nouvelles armes dont ils sauront bien se servir. Kossuth doit venir résider dans le palais royal de Bude.—Une lettre de Samlin affirme

que 60,000 Russes sont entrés en Transylvanie et qu'ils ont repris la ville de Cronstadt. Ils auront été rejoints sans doute par le général autrichien Puchner.

ALLEMAGNE.—La constituante allemande a pris le 30 mai, une étrange résolution qui avait été acceptée à l'unanimité par le comité. Les trente sur la proposition de M. Wessendunx; elle a décidé par 11 voix contre 64 qu'elle quitterait Francfort et transporterait le lieu de ses séances à Stuttgart. Cette résolution qui n'aura sans doute pour effet que de hâter la dissolution de l'Assemblée, a amené tout d'abord la démission du président. Mais la majorité était décidée à aller jusqu'au bout: un député a pris immédiatement le fauteuil, puis la chambre s'est ajournée pour se réunir de nouveau à Stuttgart.

ARRIVÉS.—On a saisi le 20 mai, à Aix-la-Chapelle, quinze ballots arrivés par le chemin de fer, et qui étaient remplis d'armes. A Herenthal, station du chemin de fer sur la frontière belge et prussienne, neuf wagons chargés d'armes eurent le même sort. Ces armes arrivaient de Londres et étaient destinées pour l'Allemagne.

EVÊQUES D'IRLANDE.—Dr. Murphy P. P. de Fermoy a été nommé évêque de Clonyn et Ross, et Dr. Kelly du diocèse de Derry a été nommé pour succéder au Dr. Maggin.

TURQUIE ET RUSSIE.—L'envoyé russe à Constantinople a donné à la Porte les explications les plus satisfaisantes, les deux gouvernements sont aujourd'hui dans les meilleurs termes. L'armée d'observation qui avait causé de si sérieuses inquiétudes à la Turquie va être immédiatement réduite.

AGRICULTURE.—Le gouvernement turc vient de fonder aux portes de Constantinople une ferme-modèle d'agriculture, dirigée par un ancien élève de l'école de Grignon. Les professeurs, comme les élèves, sont tous Arméniens non-unis, au nombre de 50. Le cours se fait en français.

CONVERSION.—Il s'est passé récemment à Berlin un fait qui est peut-être le premier de ce genre depuis des siècles. Une famille chrétienne tout entière s'est convertie au judaïsme. Le père, né israélite, avait passé au christianisme depuis nombre d'années, et s'est enfin décidé à embrasser de nouveau la religion juïdique. Sa femme et ses enfants, nés chrétiens, ont suivi l'exemple de leur père.

ESPAGNE.—Dans les séances du 7 et du 8 mai, le sénat a commencé la discussion d'un projet de loi sur les établissements de bienfaisance, dont voici les principales dispositions: Les établissements de bienfaisance sont divisés en établissements généraux, provinciaux et municipaux, auxquels correspondent une juste sur-régime à Madrid, et des juntas provinciales et municipales. La direction appartient au gouvernement. La Junta suprême se compose d'un président amovible nommé par le gouvernement, de l'archevêque de Tolède, vice-président-né, du patriarche des Indes, etc. Dans les juntas provinciales prennent place le chef de politique, l'évêque diocésain, deux chanoines, un délégué des établissements particuliers, un médecin, etc.; dans les juntas municipales, l'alcade, un ou plusieurs curés de paroisses, etc. A la distribution des secours à domicile est préposé un ecclésiastique choisi par l'alcade sur la représentation de la Junta municipale et des curés de paroisses. La suppression d'un établissement de bienfaisance entraîne de droit l'annexion de ses biens, rentes, etc. à un établissement de même genre Mgr. l'évêque de Cordoue et M. le marquis de Villuma ont protesté contre l'esprit de centralisation exigée par ce projet et la réduction de ce projet et sa teneur ce une décentralisation absolue des institutions charitables.

Nous donnons ci-dessous un tableau de la population à des paroisses dans lesquelles aucune licence n'ont été réclamées par le Magistrat. Le *Temperance Advocate*, au quel nous empruntons, le fait suivre des remarques suivantes: «Cent soixante et dix-neuf mille personnes ont réclamé d'une manière non-équivoque qu'elles n'aient aucuns vendeurs de boissons enivrantes parmi elles; qu'elles ne donneraient pas de licence pour tenter le faible à s'écrouler et violer sa promesse. Ce devoir a été noblement accompli, et nous prédisons à ces paroisses une carrière de prospérité cette année, comme elles n'en ont jamais vu avant.»

NOUVELLES D'AMÉRIQUE.

SAINT-DOMINGUE.—Des correspondances qui vont jusqu'au 1er courant, nous fournissent quelques détails, sur les événements qui ont eu lieu dans la République de Santo Domingo. La révolution qui s'y opère, tient surtout, à ce qu'il paraît, à l'indignation qu'a causée la conduite du président Jimenes dans la guerre contre les Haïtiens. Le président n'aurait eu d'autre but que de livrer la République dominicaine aux Haïtiens. A l'apparition de ces derniers, il aurait, en compagnie de ses officiers, abandonné l'armée; et après que la bravoure de Santana qui s'était mis à la tête d'une troupe d'hommes déterminés, eut réussi à repousser l'ennemi qui menaçait déjà Santo Domingo, Jimenes lui fit refuser l'entrée de cette ville. Un traitement pareil à l'égard de celui qui venait de sauver la République, excita l'indignation du pays tout entier; un soulèvement général eut lieu, et la ville fut assiégée par une armée promptement réunie autour de Santana. Jimenes dans la ville, recourut aussitôt à la violence contre ceux qu'il soupçonnait de lui être contraires; et la persécution alla si loin que bon nombre de personnes durent chercher un refuge chez le consul américain. Celui-ci se vit lui-même exposé à la fureur de Jimenes, et il eût été arrêté sans l'intervention du consul d'Angleterre et du capitaine d'un navire de guerre anglais. L'armée de Santana, qui est forte de huit mille hommes et possède vingt pièces de canon, a commencé le bombardement de la ville le 22 mai; le 23, ce général adressa une sommation qui ne fut pas écoutée; Jimenes, bien qu'il n'ait que 400 hommes de garnison dans la ville, est décidé à résister. Les consuls étrangers ont essayé d'intervenir, mais sans succès; Santana, ne voyant point de